



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément au code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur

**Crous Bourgogne-Franche-Comté représenté par Madame la Directrice générale
du Crous Bourgogne-Franche-Comté**

Objet du marché

Fourniture de titres cadeaux multi-enseignes pour le Crous Bourgogne-Franche-Comté.

Remise des offres

Date limite de réception : le vendredi 24 octobre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 - Objet du marché	3
1.2 - Allotissement du marché	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	3
1.4 - Durée du marché	3
1.5 - Lieu d'exécution	3
1.6 - Quantités estimatives	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - MODALITE DE COMMANDE	4
ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DE LIVRAISON	4
ARTICLE 5 – EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE LIVRAISON	4
ARTICLE 6 - DESCRIPTIF DES FOURNITURES	5
6.1 – Lot 1 : titres cadeaux (carte cadeau, chèque cadeau, e-carte), multi-enseignes	5
6.1.1 Personnalisation des titres cadeaux	5
6.1.2 Montant des titres cadeaux	5
6.1.3 Reprise des titres cadeaux non distribuées	5
6.2 – Lot 2 : e-carte cadeau solidaire « alimentaire »	6
ARTICLE 7 - SUIVI COMMERCIAL	6
ARTICLE 8 - PENALITES	6
ARTICLE 9 – REGIME FINANCIER	7
9.1 – Forme et contenu des prix	7
9.2 – Variation des prix et clause de sauvegarde	7
9.3 – Facturation	7
9.4 - Délai global de paiement	8
9.5 - Intérêts moratoires	8
ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES	8
10.1 - Langue	8
10.2 - Sous-traitance	8
10.3 - Assurances	8
10.4 - Autres obligations administratives	9
10.5 - Résiliation	9
10.6 - Exécution aux frais et risques du titulaire	9
10.7 - Différends	9
10.8 - Litiges et contentieux	9
ARTICLE 11 — DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

L'accord-cadre a pour objet la fourniture de titres cadeaux multi enseignes pour le Crous Bourgogne-Franche-Comté.

1.2 - Allotissement du marché

Le marché est alloti.

- Lot 1 : titres cadeaux (carte cadeau, chèque cadeau, e-carte), multi-enseignes
- Lot 2 : e-carte cadeau solidaire « alimentaire »

1.3 – Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée de ces marchés ne pourra pas excéder la date de fin du présent marché.

1.4 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de la date de notification. Le marché pourra être renouvelé trois fois par reconduction tacite à sa date anniversaire, pour une durée de 12 mois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

A la date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le Crous Bourgogne-Franche-Comté sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière.

1.5 - Lieu d'exécution

Les titres cadeaux sont livrées à l'adresse indiquée au préalable par le Crous Bourgogne-Franche-Comté dans un délai de dix (10) jours ouvrables, tel que précisé sur chaque bon de commande.

1.6 – Quantités estimatives

Les quantités estimatives communiquées dans le DQE valant BPU sont données à titre indicatif et n'engage en rien le Crous Bourgogne-Franche-Comté.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le Bordereau de Prix Unitaire (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Le cadre de réponse et l'offre technique du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

ARTICLE 3 - MODALITE DE COMMANDE

Après notification du marché, le Crous Bourgogne-Franche-Comté fera parvenir au titulaire un bon de commande correspondant à ses besoins. Les prestations seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe à l'acte d'engagement).

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES DE LIVRAISON

Les fournitures seront livrées conformément aux indications portées sur le bon de commande.

L'envoi devra être sécurisé, en cas de perte notamment. Le candidat indiquera les modes de transmission proposés.

Le délai d'exécution d'un bon de commande ne pourra excéder 10 jours. Le délai de livraison court à compter de la date de notification de chaque bon de commande émis.

Le titulaire proposera au représentant de l'acheteur un planning de livraison.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure.

Le point de départ du délai d'exécution prend effet à la réception par le titulaire du bon de commande.

ARTICLE 5 – EMISSION ET EXECUTION DES BONS DE LIVRAISON

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le code du service exécutant ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande ;
- la date de livraison prévisionnelle.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

ARTICLE 6 - DESCRIPTIF DES FOURNITURES

6.1 – Lot 1 : titres cadeaux (carte cadeau, chèque cadeau, e-carte), multi-enseignes

Le Crous Bourgogne-Franche-Comté souhaite avoir la possibilité de commander, selon ses besoins, des cartes, des chèques ou des e-cartes, ou d'opter pour une combinaison de ces produits. Le choix et les quantités seront précisés dans les bons de commande.

Les bénéficiaires doivent pouvoir utiliser leurs titres cadeaux dans un réseau d'enseignes national et local, étendu et diversifié. Ce réseau comprend notamment des grandes chaînes de distribution (le Crous Bourgogne-Franche-Comté pouvant, lors de l'émission du bon de commande, décider d'inclure ou non les produits alimentaires), des enseignes spécialisées dans les jouets, des enseignes d'habillement, des enseignes permettant l'achat de biens culturels (disques, DVD, livres et autres supports culturels), des enseignes offrant des billets pour des spectacles variés (cinéma, théâtre, concerts) et des lieux de visite culturelle (musées, expositions, etc.).

Les titres cadeaux sont utilisables sur l'ensemble du territoire français et peuvent être utilisés en plusieurs fois en magasin et/ou sur les sites de vente en ligne.

Les titres cadeaux surnuméraires non distribués doivent pouvoir être retournés au fournisseur et faire l'objet d'un remboursement.

La durée de validité des titres cadeaux est d'au moins un an à compter de la date de livraison au Crous Bourgogne-Franche-Comté.

6.1.1 Personnalisation des titres cadeaux

Les mentions minimales à faire figurer sur les titres cadeaux sont les suivantes :

- La dénomination de l'établissement : Crous Bourgogne-Franche-Comté ;
- Le délai de validité du titre cadeau, calculé à partir de sa date d'activation ;
- Le montant du titre cadeau, pouvant être révisé selon les directives de l'établissement ;
- Une présentation individuelle via un support dématérialisé contenant a minima :
 - o la liste des enseignes et domaines d'activités (en distinguant les magasins et les sites internet) ;
 - o les conditions générales d'utilisation ;
 - o les modalités d'activation ;
 - o tout document utile à la présentation et à la bonne compréhension de l'offre.

La personnalisation retenue sera notifiée sur chaque bon de commande.

6.1.2 Montant des titres cadeaux

Le Crous Bourgogne-Franche-Comté souhaite pouvoir fixer la valeur des titres cadeaux. Les valeurs de chaque titre cadeau souhaitées seront indiquées dans les bons de commande.

Aucun frais d'utilisation ne devra s'appliquer à l'agent lors de l'utilisation de sa dotation.

6.1.3 Reprise des titres cadeaux non distribués

Les titres cadeaux non utilisées seront adressées, au plus tard 3 (trois) mois avant la date de fin du marché, par courrier recommandé avec accusé de réception au Titulaire du marché, pour remboursement sur le prix d'achat, sans frais supplémentaires.

6.2 – Lot 2 : e-carte cadeau solidaire « alimentaire »

Les bénéficiaires doivent pouvoir utiliser leurs cartes au sein d'un réseau d'enseignes de distribution variées, incluant :

- Le e-commerce,
- Les grandes enseignes nationales de distribution alimentaire,
- Les enseignes locales, avec une attention particulière portée au commerce de proximité, notamment les commerces de centre-ville et les enseignes indépendantes.

Les cartes devront être **exclusivement utilisables pour l'achat de denrées alimentaires**. Un système de blocage doit être mis en place pour empêcher toute utilisation hors de ce cadre.

La présence effective des enseignes dans la région Bourgogne-Franche-Comté, et en particulier dans les agglomérations de Besançon, Dijon, Belfort, Montbéliard et Le Creusot, constituera un critère d'évaluation important.

ARTICLE 7 - SUIVI COMMERCIAL

Un correspondant privilégié sera désigné par le titulaire du marché pour suivre et planifier les commandes en fonction des délais communiqués, assurer la coordination. Ce correspondant devra pouvoir être joint facilement par le Crous Bourgogne-Franche-Comté au moyen d'un numéro de téléphone direct.

ARTICLE 8 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard pour les délais de livraison :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable en cas de dépassement du délai de livraison contractuels (CRT), une pénalité de 5€ par cartes et par jour calendaire de retard.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure adressée au titulaire.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont cumulables.

ARTICLE 9 – REGIME FINANCIER

9.1 – Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires.

Le fournisseur s'engage à appliquer le même pourcentage de remise quelle que soit la valeur faciale commandée (10 €, 20 €, 50 €, ...), sauf indication contraire dans sa proposition.

Les prix sont réputés pour comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes éventuelles doivent être indiqué dans le bordereau de prix unitaire.

9.2 – Variation des prix et clause de sauvegarde

Les prix sont fermes pour toute la durée du contrat.

9.3 – Facturation

Le paiement des factures s'effectuera en euros par mandat administratif.

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par le service bénéficiaire.

La facturation sera obligatoirement présentée dans les conditions suivantes.
Chaque facture, établie en un seul original, porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro du marché, numéro d'engagement ;
- Fourniture livrée, exactement définie ;
- Montant hors TVA de la fourniture livrée, éventuellement ajusté ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total TVA incluse ;
- Date de facturation.

Toute facture ne respectant pas strictement cette présentation sera systématiquement retournée à son destinataire pour correction.

Sur les factures, les calculs sont arrondis au centime dans les conditions déterminées par le règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'Euro (articles 4 et 5).

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions déterminées par le C.C.A.G. (notamment article 11) ; complété par l'annexe IV à la circulaire du 09.09.1997 (J.O. du 22.09.1997 NC p. 6035). Toutefois si une réglementation en matière de marchés publics intervenait en cours de contrat, c'est celle-ci qui s'appliquerait.

Dans le cas où un avoir devrait être établi au bénéfice du Crous Bourgogne-Franche-Comté, le délai de paiement de la facture court à compter de la date de réception de l'avoir.

Pour transmettre les factures, utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
Code service exécutant (SE) : 1006
SIRET : 130 024 433 00018

9.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

9.5 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

ARTICLE 10 – DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 - Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.2 - Sous-traitance

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Le Titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

10.3 - Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

10.4 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

10.5 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

10.6 - Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.7 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

10.8 - Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Besançon

ARTICLE 11 — DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché, est le CCAG / FCS, approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 8 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS